

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DORIDANT SA**

35 chemin du Potier  
BP 89  
88403 Gérardmer

Références : S-25-807RP

Code AIOT : 0006202253

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2025 dans l'établissement DORIDANT SA implanté 35 chemin du Potier 88400 Gérardmer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans un contexte de cessation d'activité supposée totale du site. A ce titre, elle s'appuie sur le code de l'environnement.

Suite à découverte de stockage de papier déchet en vue de réutilisation, la visite a fait le point sur la situation administrative du site au vu de cette nouvelle activité.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DORIDANT SA
- 35 chemin du Potier 88400 Gérardmer
- Code AIOT : 0006202253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site était spécialisé dans l'ennoblissement textile et était autorisé à exercer son activité par l'arrêté préfectoral n° 563/2006 du 21 février 2006. L'activité d'ennoblissement a cessé depuis. A ce jour, une partie a été reconvertie en stock tampon de papier à recycler au bénéfice de la société NSG.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie ;
- Stratégie de défense incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement, article L. 512-19	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Réhabilitation	Code de l'environnement, article R. 512-39-2 et 39-3	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
3	Situation administrative	Code de l'environnement, article L. 511-2	Mise en demeure, respect de prescription	9 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement. Par ailleurs, au vu de la découverte de l'activité de stockage de papier déchet au bénéfice de la société NSG, il convient que l'exploitant régularise sa situation. En effet, ce stockage relève de la nomenclature des ICPE sous le régime de l'enregistrement dans la rubrique n° 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719) sans que la procédure idoine ait été conduite.

Il est à noter que cette nouvelle activité est régie par l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 dont les dispositions évoluent à compter du 1er janvier 2026. L'attention de l'exploitant est attirée à ce titre.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 512-19
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsqu'une installation n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise à l'arrêt définitif.  Il peut appliquer cette procédure à une partie d'installation située sur un terrain qu'il détermine et qui n'a pas été exploitée durant trois années consécutives.
<b>Constats :</b>  Par courrier du 08 avril 2019, l'exploitant indiquait « <i>nous avons dû transférer le peu d'activité qu'il nous restait sur la société Blanchiment de Xonrupt II</i> ». Par la suite, l'absence d'exploitation a été constatée de façon constante par l'inspection des installations classées ; à commencer par son rapport du 15 octobre 2019.  Depuis ces dates, aucune activité n'a repris sur le site à l'exception, depuis quelques mois, du stockage de papier déchet constaté par l'inspection dans deux des bâtiments.  L'absence d'exploitation de plus de 3 ans est donc bien constituée. A ce titre, il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité telle que définie aux articles R. 512-75-1 et R. 512-39 et suivants du code de l'environnement. Cette procédure portera sur l'ensemble du site de la SA Doridant y compris voiries.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.512-39-2 et 39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réhabilitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces articles détaillent le processus de réhabilitation du site occupé par une installation classée soumise à autorisation après sa cessation d'activité.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas mis en œuvre les dispositions nécessaires à la réhabilitation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois

## N° 3 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
<b>Constats :</b> Lors de sa visite, l'inspection des installations classées a constaté un stockage de papier déchet en vue de réutilisation par la papeterie NSG (Golbey). L'exploitant indique stocker jusqu'à 8 000 m <sup>3</sup> depuis quelques mois.  Cette nouvelle activité fait relever le site de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique n° 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 9 mois